

Le pape François et les migrants : des analyses critiques de tous horizons

Publié le 4 novembre 2020
14 minutes

Laurent Dandrieu est l'auteur d'un essai remarqué intitulé Église et immigration, le grand malaise (Presses de la Renaissance, 2017). Dans une tribune publiée le 18 décembre 2018 dans Le Figaro, il montre comment les préoccupations de François concernant les migrants convergent avec le "Pacte mondial des Nations unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières" sur trois points. D'abord sur « l'idée que les migrations seraient (...) un bien fondamental pour la marche du monde ». Ensuite sur le fait que « seul l'intérêt du migrant est considéré ». Enfin, sur les reproches faits aux « journalistes coupables de propager une vision anxio-gène de l'immigration », les exhortant à concourir à la « conversion des attitudes et à favoriser ce changement de comportement envers les migrants et les réfugiés ».

Les messages du pape François sur les migrants ont soulevé de nombreuses réactions critiques, directes ou indirectes, provenant d'horizons divers. Parmi les critiques obliques, on peut relever celle de Mgr Luigi Negri, évêque émérite de Ferrare en Italie, qui a déclaré dans *Il Giornale* du 8 janvier 2018 : « L'intégration doit être raisonnable et on ne peut pas ouvrir les portes, comme si c'était la fête, sans mettre en évidence les coûts économiques, humains et culturels de l'immigration, parce que cela serait faire preuve d'un aveuglement idéologique. Je suis catholique et même si je suis pour l'accueil de réfugiés, cet accueil ne peut se faire sans mesure parce qu'autrement il mènerait à l'écrasement et l'élimination de notre société ».

Dans cet entretien, le prélat italien réaffirme que l'islam a « plus une vocation politique que religieuse. C'est plus qu'une foi c'est une loi, un statut, résumé par le terme charia ».

Dans les critiques frontales celle du journaliste français, Laurent Dandrieu, se distingue par le sérieux de sa documentation. Il est l'auteur d'un ouvrage très remarqué : *Eglise et immigration, le grand malaise : le pape et le suicide de la civilisation européenne* (Presses de la Renaissance). Interrogé sur la chaîne TV Libertés le 3 septembre 2017, il déclare à propos du dernier message du pape pour la Journée des Migrants intitulé « Accueillir, protéger, promouvoir et intégrer les migrants et les réfugiés » : « Beaucoup de gens, en défense des propos du pape depuis le début de son pontificat, disaient que c'était un discours qui était purement évangélique, qu'il ne s'agissait que de prôner la charité et que le pape était complètement dans son rôle en tenant ce discours. Là, on voit qu'il s'agit d'un message proprement politique puisqu'on a recensé pas moins de 21 mesures politiques concrètes que le pape préconise aux Etats. » Et d'ajouter : « Le pape stipule qu'en vertu de la centralité de la personne humaine, la sécurité des migrants doit toujours passer systématiquement avant la sécurité nationale. Or il ne peut pas y avoir de sécurité personnelle sans sécurité nationale. Et les populations nationales sont les grandes absentes de ce texte. (...) Il y a une absence de réflexion et de considération sur le bien commun, qui est pourtant la doctrine de l'Eglise ».

On ne peut considérer le bien des personnes sans se soucier du bien commun

Sur le site *Boulevard Voltaire*, le 5 septembre, en réponse aux critiques du P. Laurent Stalla-Bourdillon, Laurent Dandrieu réplique : « Ce qui peut à bon droit inquiéter dans le message du pape,

c'est de sembler dénier aux Européens le droit, ou la possibilité concrète, de défendre leur identité nationale - un combat auquel l'Eglise ne saurait s'identifier au détriment de sa mission universelle, mais dont elle ne saurait non plus nier la légitimité. (...) Il n'existe à l'évidence aucune sécurité personnelle possible sans un cadre politique, juridique et légal qui le protège et, en Europe au XXI^e siècle, ce cadre s'appelle la nation.

« Le véritable débat est de savoir si, en plaçant que la sécurité personnelle des migrants doit toujours avoir la priorité sur la sécurité nationale, François ne nie pas la possibilité même d'un bien commun pour les peuples d'Europe. Le véritable débat est de savoir si "le principe de la centralité de la personne humaine" qu'il met en avant pour justifier cette priorité peut ne s'appliquer qu'aux migrants, et être dénié aux populations des pays d'accueil en leur refusant cette sécurité nationale qui est la condition concrète de leur sécurité personnelle.

« Oui, c'est à ces objections-là, qui sont sérieuses et qui taraudent beaucoup de consciences catholiques, que l'on aurait souhaité que le père Stalla-Bourdillon répondît. Mais il faudrait, pour cela, une réflexion qui consente à reconnaître, à la suite de saint Thomas d'Aquin, que la doctrine sociale de l'Eglise ne peut se contenter de considérer le bien des personnes prises individuellement, sans se soucier le moins du monde du bien commun des communautés naturelles, parce que ces communautés naturelles sont le cadre ordinaire et naturel du bien des personnes ; que "l'accueil inconditionnel des personnes" connaît forcément des limites, qu'il ne peut s'exercer que dans la mesure où il ne ruine pas le bien commun ; bref, qu'il existe quelque chose qui s'appelle la politique, qui n'est ni obscure ni vulgaire, mais l'art très noble de préserver les conditions de "l'état tranquille de la cité" dont parlait saint Thomas d'Aquin, cet état tranquille de la cité qui est la condition sine qua non pour que l'homme puisse accomplir son destin ultime, surnaturel ».

La tentation de séculariser l'eschatologie

Dans un débat avec le cardinal Philippe Barbarin, organisée par *Famille chrétienne* et publié le 2 mars 2017, Laurent Dandrieu répondait : « Que l'identité nationale doive être ouverte, c'est évident. Des apports étrangers, nous en avons tous dans notre entourage. La vraie question est de savoir si ces apports n'atteignent pas une masse critique qui rompt les équilibres qui définissent notre identité ; si ce flot qui amène en Europe des millions d'immigrés qui arrivent avec une culture radicalement étrangère à la nôtre ne nous menace pas dans notre être même.

« On voit bien qu'en France, avec le communautarisme musulman, les zones de non droit, les banlieues où retentissent régulièrement les cris d'"Allah Akbar" et où sont brandis en toute occasion les drapeaux algériens ou marocains, l'identité nationale est sous pression, voire carrément expulsée de certaines zones. Les Français sont choqués d'entendre l'Eglise répéter comme un mantra qu'on pourra résoudre la crise des migrants par l'intégration, alors qu'ils voient bien que, même pour les générations précédentes, cette intégration est en panne, voire est devenue une "désintégration" ».

Plus loin, il dénonçait une « vision prophétique de l'immigration » : « Les conditions auxquelles les Etats peuvent réguler les migrations ne sont pas définies dans le discours de l'Eglise ; le droit de protéger son identité nationale n'y est en tout cas jamais mentionné. En face de cela, il y a une absolutisation de ce "droit humain fondamental" de chacun "de s'établir là où il l'estime le plus opportun" (Benoît XVI). Et une vision prophétique de l'immigration : Jean-Paul II y voit un signe du plan de rédemption de Dieu, Benoît XVI "une préfiguration anticipée de la cité sans frontière de Dieu". Face à cette vision eschatologique, on voit bien que les droits des nations sont condamnés à ne rien peser. (...) »

« La tentation de séculariser l'eschatologie, de faire du royaume des Cieux un but terrestre, est dangereuse ! Quand l'Ecriture nous dit qu'il n'y a plus ni juif ni grec, ni homme ni femme, cela ne veut pas dire qu'elle nie la différence de sexes ! De même, la cité sans frontières de Dieu n'a pas vocation à se réaliser ici-bas, car les frontières sont une nécessité vitale pour les communautés politiques, dont l'Eglise a toujours reconnu la nécessité ».

Et Laurent Dandrieu de conclure : « Il ne s'agit pas de dénier au pape le droit à une parole poli-

tique : mais cette parole est injuste quand elle ne prend en compte que l'intérêt à court terme des migrants. La stabilité des nations européennes est la condition sine qua non de l'aide que nous pouvons leur apporter. Et la charité doit tenir compte de la prudence, du bien commun, et ne doit pas sacrifier le plus proche au plus lointain. Or, les souffrances des Européens sont sorties du champ de vision de l'Eglise : l'obsession de l'accueil des migrants a tout dévoré ».

Les seules périphéries qui vaillent sont-elles exotiques ?

Dans une tribune libre parue sur le site du *Figaro*, le 23 janvier 2017, le sociologue Mathieu Bock-Côté s'est rangé aux côtés de Laurent Dandrieu dans ce débat fondamental sur l'immigration. Il dénonce le mauvais procès fait aux critiques de l'immigration : « En lisant Dandrieu, on comprend que l'Eglise catholique, et plus encore le pape François, voient dans les grandes migrations un puissant élan qui brasse les peuples et pourrait les pousser à former une humanité nouvelle, enfin unifiée, comme si la division du monde en peuples et en civilisations était une fracture historique qu'il était enfin possible de réparer. L'humanité pourrait de nouveau faire l'expérience de son unité : la cité cosmopolitique serait une rédemption. Naturellement, ceux qui ne s'enthousiasment pas pour cette dissolution programmée des nations ont le mauvais rôle : on les accuse, selon la formule rituelle, de repli identitaire. Ils ne sauraient pas célébrer le métissage mondial ».

Mais, pour Mathieu Bock-Côté, le fond du débat ne se situe pas là : « Dandrieu explore les rapports entre le catholicisme et l'islam. Cela va de soi, pourrait-on dire, dans la mesure où l'immigration massive correspond à l'implantation de populations musulmanes en Europe, qui généralement, ne s'y intègrent pas, parce qu'elles n'y parviennent pas, peut-être, parce qu'elles ne le désirent pas, peut-être aussi. Dandrieu amène toutefois la discussion sur le plan théologique, loin des poncifs répétés par des chroniqueurs incultes qui parlent souvent de religion en faisant la promotion d'un exaspérant irénisme diversitaire. Les deux religions n'en font-elles presque une seule, comme semblent le suggérer aujourd'hui de nombreuses autorités catholiques ? Ces dernières ne poussent-elles pas le dialogue inter-religieux jusqu'à perdre de vue la singularité de leur propre religion ? L'étrange discours sur les religions qui domine l'esprit public nous pousserait à croire qu'elles sont toutes interchangeables, ce que Dandrieu ne croit pas, en donnant l'exemple du rapport à la violence. Le terrorisme d'aujourd'hui n'est pas sans étendard ».

Et pour finir : « Dandrieu se demande aussi ce que gagne l'Eglise à dédaigner les peuples qui historiquement, se sont confiés à elle. A se vouloir absolument universel, le catholicisme aurait-il oublié le lien intime et même irremplaçable qu'il a noué avec la civilisation européenne ? On est en droit de redouter la déchristianisation de l'Europe. Mais on peut aussi redouter la déseuropéanisation du christianisme. Comme le note Dandrieu, le pape François, qui a décidé que l'avenir du catholicisme se trouvait dans les marges, ne semble pas trop s'intéresser aux marges de la civilisation européenne, soit ces millions de Français déchristianisés, qui portent pourtant encore en eux non pas la nostalgie d'un monde chrétien, mais celle d'un monde où la croix voulait encore dire quelque chose. Les seules périphéries qui vaillent sont-elles exotiques ? ».

Où irons-nous à nouveau chercher refuge ?

La critique la plus poignante adressée au pape François sur son attitude vis-à-vis de l'islam, provient de musulmans convertis au catholicisme. Le 25 décembre 2017, ils lui ont fait parvenir une lettre qui contient ces affirmations douloureuses : « Permettez-nous de vous dire très franchement que nous ne comprenons pas votre enseignement au sujet de l'islam (...). Si l'islam est en lui-même une bonne religion, comme vous semblez l'enseigner, pourquoi sommes-nous devenus catholiques ? Vos propos ne remettent-ils pas en cause le bien-fondé du choix que nous avons fait... au péril de notre vie ? L'islam prescrit le meurtre des apostats (Coran 4, 89 ; 8, 7-11), l'ignorez-vous ? Comment est-il pos-

sible de comparer la violence islamique et la prétendue violence chrétienne ?! “Quel rapport entre le Christ et Satan ? Quelle union entre la lumière et les ténèbres ? Quelle association entre le fidèle et l’infidèle ?” (2 Co 6, 14-17). Conformément à Son enseignement (Lc 14, 26), nous L’avons préféré, Lui, le Christ, à notre propre vie. Ne sommes-nous pas bien placés pour vous parler de l’islam ? (...)

« Nous ne faisons pas d’amalgame entre islam et musulmans, mais si pour vous le “dialogue” est la voie de la paix, pour l’islam il est une autre façon de faire la guerre. Aussi, comme il l’a été face au nazisme et au communisme, l’angélisme face à l’islam est suicidaire et très dangereux. Comment parler de paix et cautionner l’islam, ainsi que vous semblez le faire : “Arracher de nos cœurs la maladie qui empoisonne nos vies (...) Que ceux qui sont chrétiens le fassent avec la Bible et que ceux qui sont musulmans le fassent avec le Coran” (Rome, 20 janvier 2014) ? Que le pape semble proposer le Coran comme voie de salut, n’est-ce pas inquiétant ? Devrions-nous retourner à l’islam ? (...)

« Certes, la tentation est forte de penser que tenir un discours islamophile épargnera un surcroît de souffrances aux chrétiens en pays devenus musulmans, mais outre que Jésus ne nous a jamais indiqué d’autre chemin que celui de la Croix, en sorte que nous devons y trouver notre joie, et non la fuir avec tous les damnés, nous ne doutons pas que seule la proclamation de la Vérité apporte avec le salut, la liberté (Jn 8, 32). Notre devoir est de rendre témoignage à la vérité “à temps et à contre-temps” (2 Tm 4, 2), et notre gloire est de pouvoir dire avec saint Paul : “Je n’ai rien voulu savoir parmi vous, sinon Jésus-Christ, et Jésus-Christ crucifié” (1 Co 2, 2). (...)

« Le discours pro-islam de Votre Sainteté nous conduit à déplorer que les musulmans ne soient pas invités à quitter l’islam, que nombre d’ex-musulmans, tel Magdi Allam, quittent l’Eglise, écœurés par sa lâcheté, blessés par des gestes équivoques, confondus du manque d’évangélisation, scandalisés par l’éloge fait à l’islam... (...) N’avez-vous jamais entendu votre confrère Mgr Amel Shimoun Nona, archevêque catholique chaldéen, exilé, de Mossoul, nous crier : “Nos souffrances actuelles sont le prélude de celles que vous, Européens et chrétiens occidentaux, allez souffrir dans un proche avenir. J’ai perdu mon diocèse. Le siège de mon archevêché et de mon apostolat a été occupé par des islamistes radicaux qui veulent que nous nous convertissions ou que nous mourrions. (...) (9 août 2014). C’est une question de vie ou de mort, et toute complaisance face à l’islam est une trahison. Nous ne voulons pas que l’Occident continue à s’islamiser, ni que votre action y contribue. Où irions-nous à nouveau chercher refuge ?” ».

Les signataires terminent leur lettre sur une supplique pressante :

« Permettez-nous de demander à Votre Sainteté de convoquer rapidement un synode sur les dangers de l’islam. Que reste-t-il en effet de l’Eglise là où l’islam s’est installé ? Si elle y a encore droit de cité, c’est en dhimmitude, à condition qu’elle n’évangélise pas, qu’elle doive donc se renier elle-même... ».

(Source : NDC n°169 - [FSSPX.Actualités](#) - 03/04/2019)